

EXAS Consultant

Expert-comptable & Commissaire aux comptes

*Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-
Comptables de la région de Bordeaux
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux
Comptes de Pau, rattachée à la CRCC de PAU*

ASSOCIATION ASael

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023



*SAS au Capital de 500 000 Euros - 341 418 580 RCS Pau
Organisme de formation – n° déclaration d'activité 72 64 03348 64*

BILLERE (64140) - ACTIPARC - Rue du Pressoir - Tél. 05.59.72.85.85
SERRES-CASTET (64121) - Rue de la Vallée d'Ossau - Tél. 05.59.33.10.56.
SAINT-PIERRE-DU-MONT (40280) - 3 avenue Camille Brettes - Tél. 05.58.44.08.63.
MAULEON-LICHARRE (64130) – avenue de Belzunce - Tél. 05.59.28.88.14.
PAU (64000) - 3 rue Thomas Edison - Cité Multimédia - Bat D - 05 59 33 18 00

ASSOCIATION ASAEL

11, Boulevard Ferdinand de Candau
40011 MONT DE MARSAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents,

Mesdames, Messieurs,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ASAEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport, et faisant apparaître un excédent 73 545 € pour un total bilan de 8 139 541 €. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le président de l'association.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION DU RAPPORT MORAL DU PRESIDENT ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITÉS DE LA PRÉSIDENTE ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient au conseil d'administration d'arrêter des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

6. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Pau, le 9 octobre 2024

Le commissaire aux comptes

EXAS CONSULTANT

Benoît LOUBON

Associé





COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Association ASAEL

11 Boulevard de Candau

40 000 MONT DE MARSAN



ETATS FINANCIERS

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	132 780	131 122	1 658	6 942
Immobilisations corporelles				
Terrains	706 689	83 606	623 083	632 741
Constructions	5 296 449	1 504 025	3 792 424	3 969 372
Installations techniques, matériel et outillage	187 345	125 235	62 110	60 171
Autres immobilisations corporelles	886 652	552 474	334 178	276 359
Immob. en cours / Avances et acomptes	31 380		31 380	109
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	12 700		12 700	12 700
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Autres immobilisations financières	18 971		18 971	21 093
ACTIF IMMOBILISE	7 272 980	2 396 461	4 876 519	4 979 501
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
Avances et acomptes versés sur commandes			0	2 068
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 075 166		1 075 166	1 346 751
Autres créances	821 942		821 942	431 349
Divers				
Disponibilités	1 351 781		1 351 781	1 246 440
Charges constatées d'avance	14 132		14 132	20 363
ACTIF CIRCULANT	3 263 022	0	3 263 022	3 046 971
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	10 536 001	2 396 461	8 139 541	8 026 472



ETATS FINANCIERS

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Autres réserves	1 745 387	1 422 609
Report à nouveau	212 076	147 810
RESULTAT DE L'EXERCICE	73 545	-166 671
Subventions d'investissement	182 488	199 147
Provisions réglementées	354 355	310 208
FONDS PROPRES	2 567 852	1 913 103
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle	-296 092	257 625
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	-296 092	257 625
Provisions pour risques	533 161	376 029
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	533 161	376 029
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts	3 673 268	3 913 562
Découverts et concours bancaires	13,12	39
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	3 673 281	3 913 601
Emprunts et dettes financières diverses	1 543	1 458
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	672 198	301 825
Dettes fiscales et sociales	912 941	959 882
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	71 551	302 381
Produits constatés d'avance	3 106	568
DETTES	5 334 620	5 479 714
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	8 139 541	8 026 472



ETATS FINANCIERS

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	280	290
Ventes de biens et de services	149 384,25	139 603,24
Ventes de prestations services	149 384,25	139 603,24
Produits de tiers financeurs	9 021 149,41	7 988 397,27
Concours publics et subventions d'exploitation	8 935 895,09	7 988 397,27
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	81 123,20	85 626,77
Autres produits	4 131,12	313 111,05
Total I	9 170 813,66	8 527 028,33
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	2 145 202,12	2 110 221,98
Impôts, taxes et versements assimilés	522 791,36	470 457,65
Salaires et traitements	4 220 091,31	3 993 012,30
Charges sociales	1 653 994,42	1 557 591,73
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	306 684,63	307 607,10
Dotations aux provisions	157 131,38	154 771,00
Autres charges	38 189,65	36 049,13
Total II	9 044 084,87	8 629 710,89
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	126 728,79	-102 682,56
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	4 351,17	1 442,05
Total III	4 351,17	1 442,05
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	61 364,34	65 387,13
Total IV	61 364,34	65 387,13
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-57 013,17	-63 945,08
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	69 715,62	-166 627,64
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	746,71	351,51
Sur opérations en capital	33500,7	200
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	23 673,42	23 725,99
Total V	57 920,83	24 277,50
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 247,69	2 049,08
Sur opérations en capital	681,39	747,84
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	51 162,08	21 523,47
Total VI	54 091,16	24 320,39
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 829,67	-42,89
Total des produits (I + III + V)	9 233 085,66	8 552 747,88
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	9 159 540,37	8 719 418,41
EXCEDENT OU DEFICIT	73 545,29	-166 670,53

Désignation de l'association : ASSOCIATION ASael

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 8 139 541 €uros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 73 545 €uros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels sont arrêtés le 07/10/2024 par le conseil d'administration de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Créée en 1962, l'ASael a pour objet l'accompagnement de toute personne vulnérable ou en situation de vulnérabilité.

Les personnes accompagnées peuvent être des enfants en bas âge, des mineurs en difficulté, en danger ou délinquants ; des jeunes majeurs, des personnes adultes, des personnes vieillissantes, des personnes isolées ou des familles.

Les offres de service sont de natures diverses : éducatives, pédagogiques, matérielles, sociales, médico-sociales, thérapeutiques. Ces soutiens et ces accompagnements – globales ou spécifiques – peuvent s'exercer dans le cadre de la prévention, l'orientation, la formation, le traitement, la postcure et le service de suite ou tout autre cadre qui s'avèrerait nécessaire.

Le Siège Social de l'association est situé au 11 Boulevard Candau - 40000 Mont-de-Marsan.

Les fondateurs bénévoles, les administrateurs militants, les salariés et les adhérents qui se succèdent restent toujours porteurs des valeurs fondamentales qui représentent le socle de l'association :

- l'humanisme,
- la laïcité,
- la liberté d'opinion et d'expression,
- la non-discrimination,
- la solidarité entre les êtres humains,
- la culture de responsabilité et de respect des droits,
- le droit à l'éducation,
- la promotion de la personne humaine dans sa dignité et son environnement.

Ces valeurs s'inscrivent dans le respect des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention internationale des droits de l'enfant, et de la Charte Européenne des droits fondamentaux.

À ces valeurs fondamentales, il convient d'ajouter d'autres principes :

- La volonté de voir reconnaître la compétence et l'engagement spécifique du fait associatif qui rassemble pour les actions d'accompagnement les militants, volontaires, bénévoles, et les professionnels salariés. Les pouvoirs publics reconnaissent ainsi les missions sociales confiées à l'association.
- La volonté de respecter la temporalité et de faire émerger la singularité, le potentiel, la capacité d'évolution des personnes accompagnées.
- La volonté de vérifier la qualité des actions mises en œuvre. Au-delà du cadre légal, l'association s'inscrit dans une logique de connaissance et d'évaluation pour remplir sa mission de service public.
- La volonté de s'inscrire dans une logique de coopération et de partenariat sur le territoire avec tous les acteurs sociaux œuvrant à l'accompagnement des personnes : organismes gestionnaires

d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux, associations d'insertion, services à la personne, etc.

- La volonté d'affirmer son rôle d'acteur des politiques sociales et d'être force de proposition auprès des pouvoirs publics.

L'ASAEEL gère les établissements et services suivants :

- Un siège social
- Une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS),
- Un service d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO),
- Un service de Mesures Judiciaires d'Investigation Educative (MJIE),
- Un dispositif pour Mineurs Non Accompagnés (MNA) réparti sur 3 sites et des appartements diffus,
- Un service d'Action Educative en Milieu Ouvert Renforcée (AEMO Renforcée),
- Un service Pôle Parentalité (transfert du GCSMS fermé au 31/12/2019),
- Cogère, avec le CD40 et la CAF, le service de CO PARENTALITE.

L'Association gère ces établissements et services sous la tarification conjointe du Conseil Départemental des Landes et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour la M.E.C.S., le service A.E.M.O et le service AEMO Renforcée.

Le S.I.E. a un financement unique de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL (PLAN COMPTABLE M22).

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2014-03 homologué par arrêté du 8 Septembre 2014, mis à jour par le règlement 2016-07 homologué par arrêté du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagement des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 40 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 4 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 2014-2016)

Effectif

Effectif ETP	31/12/2023
AEMO	34,73
SIE	5,13
MECS	33,26
SAF CO-PARENTALITE	
MNA	21,62
POLE PARENTALITE	10,31
AEMO RENFORCEE	8,43
SIEGE	6,78
TOTAL	120,26

Variation des fonds propres

	Fonds Propres au début de l'exercice	Augmentation	Diminution de l'exercice	Fonds propres à la fin de l'exercice
Autres réserves	1 422 609	322 778		1 745 387
Report à nouveau	147 810	64 330	64	212 076
RESULTAT DE L'EXERCICE	-166 671			73 545
Subventions d'investissement	199 147		16 659	182 488
Provisions réglementées	310 208	51 162	7 014	354 356
Résultat sous contrôle	257 625	190 774	744 491	-296 093
Total	2 170 728	629 044	768 229	2 271 760

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				0
- Fonds commercial				0
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	147 188	1 135	15 543	132 780
Immobilisations incorporelles	147 188	1 135	15 543	132 780
- Terrains	706 689			706 689
- Constructions sur sol propre	4 710 994			4 710 994
- Constructions sur sol d'autrui				0
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	576 240	9 214		585 454
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	163 876	26 816	3 347	187 345
- Installations générales, agencements aménagements divers	173 244	14 555		187 799
- Matériel de transport	142 802	87 855	54 494	176 163
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	493 180	35 662	6 151	522 690
- Emballages récupérables et divers				0
- Immobilisations corporelles en cours		31 380		31 380
- Avances et acomptes				0
Immobilisations corporelles	6 967 025	205 481	63 992	7 108 514
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	12 700			12 700
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières	21 093	3 597	5 719	18 971
Immobilisations financières	33 808	3 597	5 719	31 686
ACTIF IMMOBILISE	7 148 021	210 214	85 254	7 272 980

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	140 246	6 419	15 543	131 122
Immobilisations incorporelles	140 246	6 419	15 543	131 122
- Terrains	73 947	9 658		83 606
- Constructions sur sol propre	1 163 950	156 273		1 320 223
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	153 912	29 889	0	183 801
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	103705,49	24283,46	2753,95	125 235
- Installations générales, agencements aménagements divers	82 118	15 116		97 235
- Matériel de transport	124 381	17 284	54 494	87 170
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	326 369	47 762	6 063	368 068
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 028 384	300 266	63 311	2 265 339
ACTIF IMMOBILISE	2 168 630	306 685	78 854	2 396 461

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 930 212 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	18 971		18 971
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 075 166	1 075 166	
Autres	821 942	821 942	
Charges constatées d'avance	14 132	14 132	
Total	1 930 212	1 911 241	18 971
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
USAGERS - PRODUITS A FACTURER	828 559
FINANCEURS, PRODUITS NON FACTURES	
FOURNISSEURS - RRR A OBTENIR	
CHARGES SOCIALES - PRODUITS A RECEV	
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	53 093
Total	881 651

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	376 029	157 131			533 160
Total	376 029	157 131	0	0	533 160
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		157 131			
Exceptionnelles					
Financières					

Les autres provisions pour risques et charges se décomposent ainsi :

- Une provision pour risque prud'hommal existante d'un montant de 11 621 €
- Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement AEMO s'élevant à 30 000 €, portant le montant total de provision à 167 821 €
- Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement MNA s'élevant à 40 551 €, portant le montant à 146 232 €
- Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement SIE s'élevant à 0€, portant le montant à 21 461 €
- - Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement MECS s'élevant à 30 044 €, portant le montant total de provision à 86 217€
- Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement AEMO RENFORCEE s'élevant à 24 789 €, portant le montant total de provision à 34 859 €
- Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement POLE PARENTALITE s'élevant à 14067 €, portant le montant total de provision à 30 318 €
- Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement SIEGE s'élevant à 16 950 €, portant le montant total de provision à 33 900 €
- Une provision pour Indemnités de Fin de Carrières comptabilisée dans l'établissement SAF Coparentalité s'élevant à 731 €, portant le montant total de provision à 731 €

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 260 126 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*) Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	13	13		
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	3 673 268	220 905	859 575	2 592 788
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 543	1 543		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	597 701	597 701		
Dettes fiscales et sociales	912 941	912 941		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	71 551	71 551		
Produits constatés d'avance	3 106	3 106		
Total	5 260 123	1 807 759	859 575	2 592 788
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	240 026			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	57 566
INTERETS COURUS S/ EMPRUNT	4 336
INTERETS COURUS A PAYER	13
DETTES PROV. P/ CONGES PAYER	373 379
PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	0
CHARGES SOCIALES S/CONGES PAYER	190 621
CHARGES SOCIALES - CHARGES A PAYER	300
CLIENTS - RRR A ACCORDER	0
Total	626 215

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 132		
Total	14 132		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 106		
Total	3 106		

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
COTISATION ADHERENTS	280
AEMO	2 435 375
SIE	449 991
MECS	2 687 816
SAF CO-PARENTALITE	213 791
MNA	1 947 931
POLE PARENTALITE	696 088
AEMO RENFORCEE	617 860
SIEGE	14 706
TOTAL	9 063 839

Charges et produits d'exploitation, financiers et exceptionnels

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 11 340 €

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		449 991	8 465 169	133 693		9 048 853
Subventions d'exploitation		20 735				
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			16 659			
	0	470 726	8 481 828	133 693	0	9 048 853

Résultat financier

	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charge	4 351	1 442
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	4 351	1 442
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	61 364	65 387
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	61 364	65 387
Résultat financier	-57 013	-63 945

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 248	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	681	
Amortissements dérogatoires	21 523	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		747
Produits des cessions d'éléments d'actif		50 160
Subventions d'investissement virées au résultat		7 014
Autres provisions réglementées sur immobilisations	29638	
TOTAL	54 091	57 921

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		73 545
Résultat MECS	153160,21	
Résultat AEMO		8 649
Résultat SIE		37 122
Résultat SIEGE		17004,79
SAF CO-PARENTALITE		23 312
Résultat MECS SI	55,04	
Résultat MNA		23323,19
Résultat AEMO RENFORCEE		55 141
Résultat POLE PARENTALITE	1 999	
Part du résultat sur gestion conventionnée	155 215	164 552
Retraitement amortissements (consolidation)		64 087
Part du résultat sur gestion libre		121

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions (cautions personnes morales sur emprunt)	2 642 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	2 642 000

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 878 878 €uro - Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 533 160 €uro

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	1 784	1 849
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	1 784	1 849
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Le bénévolat représente 155 heures

ASSOCIATION ASAEL

11, Boulevard Ferdinand de Candau
40011 MONT DE MARSAN

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents,

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Pau, le 9 octobre 2024

Le commissaire aux comptes

EXAS CONSULTANT

Benoit LOUBON
Associé

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. LOUBON', with a long horizontal stroke extending to the right.